

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 4 novembre 2010

Un esprit de résistance

Le vote du texte sur les retraites par le Parlement et la période de vacances scolaires n'ont pas «découragé» les manifestants qui étaient près de deux millions à battre le pavé le 28 octobre, même si c'était moins que les journées précédentes. C'est révélateur d'une chose : le projet de loi sur les retraites ne passe pas, il reste en travers de la gorge des salariés de toutes générations qui n'ont pas envie de travailler plus et qui paient plein pot les dégâts de la crise du système capitaliste. Le dossier retraites est de ce point de vue significatif de l'explosion des injustices et inégalités sociales. De nouvelles manifestations sont programmées pour le 6 novembre, après la rentrée scolaire et avant la promulgation de la loi qui devrait intervenir vers la mi-novembre après l'avis du conseil constitutionnel. Ces dernières semaines dans différents secteurs, administrations ou entreprises, de nombreuses actions ont eu lieu allant de la décision de reconduire la grève à des débrayages réguliers en passant par des blocages routiers divers. Dans de nombreux endroits, des salariés se demandaient s'ils n'auraient pas été plus utile de faire grève plusieurs jours d'affilée plutôt que de manière séquencée. D'autres, et parfois les mêmes, attendaient un appel clair et commun des confédérations à cesser le travail.

On retient de ce conflit jusqu'aujourd'hui l'inflexibilité des pouvoirs publics. Sept manifestations de suite, inédites par leur nombre et leur ampleur, n'auront pas entamé leur blocage, au mépris du dialogue social et des engagements qui avaient été pris. Rappelons qu'en 2008 le président de la République avait dit qu'il n'avait pas de mandat pour remettre en cause la retraite à 60 ans. Rappelons aussi qu'il s'était engagé sur «travailler plus pour gagner plus» et que le projet se traduit par travailler plus et gagner moins.

On retiendra également le refus jusqu'à ce jour du duo CFDT/CGT d'appeler clairement et unitairement à 24 heures de grève franche et interprofessionnelle de nature à unifier et renforcer le mouvement, notamment vis-à-vis de toutes celles et ceux qui se sont engagés dans plusieurs jours de grève. Il est vrai que les mêmes ont toujours refusé d'appeler au retrait ou à l'abandon du texte, se contentant de demander sa réécriture. Dès le départ nous avons compris que ce texte était un marqueur politique et financier important pour les pouvoirs publics, et que dès lors seul un rapport de force puissant pourrait en venir à bout. Tant du côté du gouvernement que de la CFDT ils sont maintenant pressés de passer à autre chose. D'où le coup de communication entre le Secrétaire général de la CFDT et la présidente du MEDEF sur l'emploi des jeunes et des seniors, ou plutôt le coup de bluff.

Cela fait des semaines que nous avons saisi nos interlocuteurs de cette question, pas nouvelle, et que nous avons eu une réponse positive de principe. Mais il n'est pas question pour FO d'oublier les retraites.

De même, pas question pour nous d'accepter le passage du système actuel à un système individuel par points ou comptes notionnels qui ferait baisser les retraites et provoquerait le développement de la capitalisation. Depuis le début nous avons défendu et porté la même ligne de conduite et nous n'en changerons pas car nous ne sommes pas des girouettes. Quelle que soit l'issue du dossier, ce que nous savons c'est qu'un esprit de résistance s'est installé dans le pays et que nous l'appuyons. Nous savons aussi que le dialogue social avec les pouvoirs publics a du plomb dans l'aile. Comment pourrait-il en être autrement? Enfin, nous savons que face au couple CFDT/CGT lié à la représentativité, nous pouvons être fiers que Force Ouvrière, clairement, défende les couleurs et la pratique de l'indépendance syndicale. C'est ce que nous ferons le 6 novembre.